

---

***TROISIÈME PARTIE :  
UTILISATIONS DE L'ENQUÊTE***

---



## **TROISIÈME PARTIE : UTILISATIONS DE L'ENQUÊTE**

### **3.1. - Les taux de croissance annuels de l'investissement**

#### **3.1.1. - Un indicateur macroéconomique avancé...**

Contrairement aux autres enquêtes de conjoncture, l'information principale de l'enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie est une donnée quantitative : les montants annuels des investissements pour trois années d'affilée. Ces montants permettent de calculer huit estimations successives du taux de croissance annuel de l'investissement entre les années N-1 et N (Cf. Tableau 3 et Annexe 3). Ces estimations sont des indicateurs avancés de la croissance de l'investissement qui sera fournie plus tardivement par d'autres sources annuelles, telles que les EAE dans l'industrie et les comptes nationaux (CN).

La première estimation du taux de croissance de l'investissement est disponible en octobre de l'année N-1. À cette date, les projets d'investissementss pour l'année suivante ne sont pas précisément définis et les entreprises indiquent alors des intentions qu'ils ne sont pas certains de réaliser. La corrélation entre cette information et le taux de croissance délivré par l'EAE, disponible en juillet N+1, est proche de 0,6 (Cf. Tableau 7).

Au fur et à mesure du déroulement de l'année, la connaissance de l'investissement s'affine. Dès la deuxième estimation, en janvier de l'année courante, la corrélation entre l'estimation issue de l'enquête investissement et celle obtenue à l'aide de l'EAE dans l'industrie atteint 0,86. Elle continue de s'améliorer pour atteindre 0,97 lors de la dernière estimation de l'enquête investissement, disponible en juillet de l'année N+1.

Les mêmes conclusions peuvent être dressées vis-à-vis des données de la comptabilité nationale : la corrélation entre cette source et l'enquête investissement croît au fil des estimations, passant de 0,63 à 0,84 entre les deuxième et huitième (Cf. Tableau 7). Ces corrélations sont plus faibles que les précédentes car le champ est différent : l'industrie dans le cas de l'enquête investissement et l'ensemble des entreprises non-financières (ENF) dans le cas de la comptabilité nationale.

**Tableau 7 :**  
Corrélation entre le taux de croissance annuel de l'investissement d'après l'enquête investissement  
et ceux tirés des EAE et des comptes nationaux de 1990 à 2006

	<b>Enquête investissement</b> (champ : industrie manufacturière)							
	1 <sup>ère</sup> oct. N-1	2 <sup>ème</sup> janv. N	3 <sup>ème</sup> avril N	4 <sup>ème</sup> juil. N <sup>(1)</sup>	5 <sup>ème</sup> oct. N	6 <sup>ème</sup> janv. N+1	7 <sup>ème</sup> avril N+1	8 <sup>ème</sup> juil. N+1 <sup>(1)</sup>
<b>Corrélation avec l'EAE</b> (champ : industrie manufacturière)	0,58	0,86	0,91	0,94	0,96	0,95	0,96	0,97
<b>Corrélation avec la CN</b> (champ : entreprises non-financières)	0,35	0,63	0,71	0,73	0,80	0,83	0,83	0,84

<sup>(1)</sup> La série de juillet n'existe que depuis 2003. Elle est complétée par la série d'avril pour les années antérieures à 2003.

**Lecture :** la corrélation entre la première estimation du taux de croissance de l'investissement d'après l'enquête investissement et le taux délivré par les EAE est de 0,58.

**Source :** Enquête investissement, EAE, Comptabilité Nationale, Calculs des auteurs.

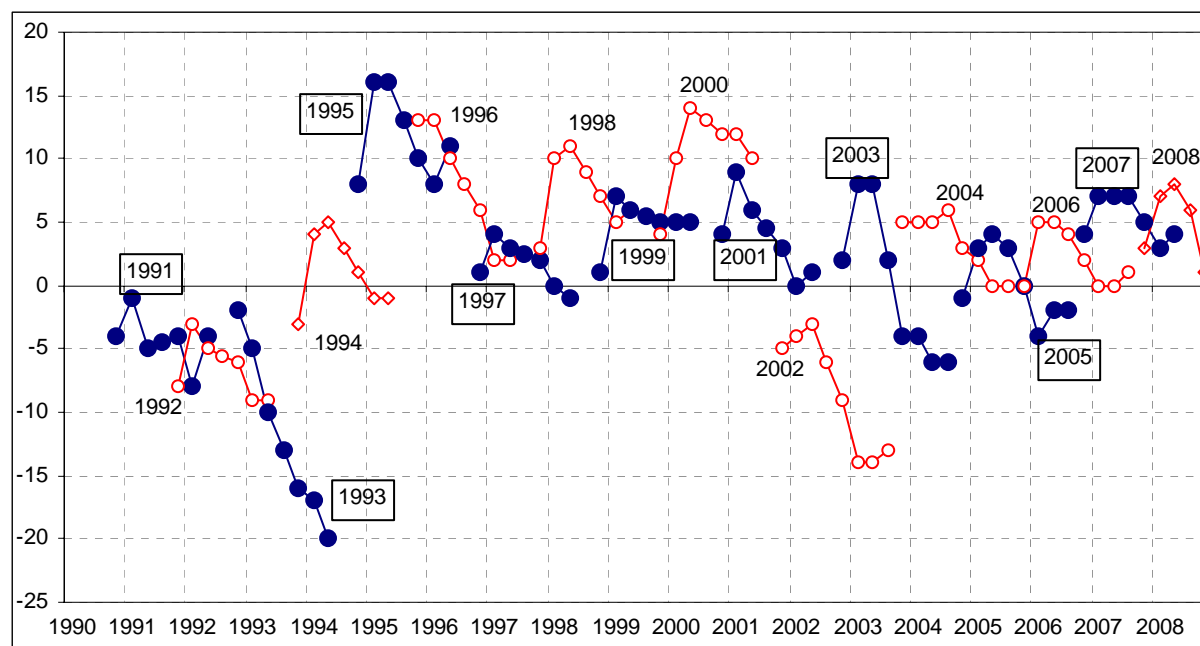
Au cours des estimations successives, les résultats publiés de l'enquête convergent rapidement vers les évolutions réelles des investissements industriels. Cette convergence est un critère important pour juger de la qualité de l'enquête : les évolutions des estimations successives ne sont pas uniquement le fait d'un aléa statistique mais également de modifications au cours du temps des projets d'investissementss des industriels.

Ainsi, en avril de l'année N+1 et environ un an avant la publication des comptes annuels dits « *semi-définitifs* », l'enquête permet de juger avec précision des évolutions pour l'année N de l'investissement du secteur industriel. Bien que cette information soit précoce par rapport à la comptabilité nationale, elle est trop tardive pour avoir un intérêt en analyse conjoncturelle. En revanche, les estimations précédentes sont très largement utilisées lors des exercices de prévision conjoncturelle.

### 3.1.2. - ... mais potentiellement révisé...

La lecture du graphique 1, qui reporte les huit estimations successives des taux de croissance annuels de 1990 à 2008, fait apparaître des révisions importantes des estimations successives pour une même année. Les premières estimations peuvent s'avérer assez différentes des réalisations finales.

**Graphique 1 :**  
Estimations successives des industriels sur l'évolution de leurs investissements  
industrie manufacturière, en %



**Note de lecture :** chaque courbe représente les estimations successives pour l'année indiquée à côté. L'axe des abscisses représente les dates d'enquêtes.

Il apparaît ainsi qu'en moyenne, les taux de croissance prévus puis réalisés sont révisés selon un profil relativement constant. Un biais positif apparaît ainsi pour les premières estimations relativement à l'estimation finale. En moyenne, cette surestimation est de 2,6 points (resp. de 6,5 points et de 5,8 points, Cf. Tableau 8) pour la première estimation délivrée en octobre de l'année N-1 (resp. pour les deuxième et troisième estimations de janvier et avril de l'année N). Le biais moyen diminue ensuite progressivement.

Il est donc essentiel de tenir compte de ce biais pour analyser de manière rigoureuse les estimations successives du taux d'investissements.

**Tableau 8 :**

Les révisions moyennes des estimations des industriels sur la croissance annuelle de leurs investissements (en %)

Estimation et dates des enquêtes par rapport à l'année N	Moyenne des taux de croissance annuelle de l'investissement pour l'année N	Différence moyenne par rapport aux estimations de l'enquête d'avril N+1
1 <sup>ère</sup> estimation : octobre N-1	1,1	2,5
2 <sup>ème</sup> estimation : janvier N	5,1	6,5
3 <sup>ème</sup> estimation : avril N	4,4	5,8
4 <sup>ème</sup> estimation : octobre N	0,8	2,2
5 <sup>ème</sup> estimation : janvier N+1	-1,4	0,0
6 <sup>ème</sup> estimation : avril N+1	-1,4	0,0

**Lecture :** de 1991 à 2006, lors des enquêtes d'octobre de l'année passée (année N-1), les industriels ont estimé en moyenne que leurs investissements augmenteraient de 1,1 % durant l'année N. Finalement, lors des enquêtes d'avril de l'année suivante (N+1), ils estimaient que leurs investissements avaient diminué de 1,4 %, soit une révision moyenne de 2,5 point par rapport à l'enquête d'octobre de l'année N-1.

**Champ :** Industrie manufacturière, période 1991-2006.

**Source :** Enquête investissement, Insee, calculs des auteurs.

### 3.1.3. - ... et difficilement utilisable pour un diagnostic infra-annuel

Jusqu'en 1997, une correction du biais moyen était réalisée directement dans les résultats publiés. Cette correction s'est révélée peu judicieuse sur la période 1991-1995, les résultats bruts étant plus proches des taux de croissance de l'investissement finalement observés. À partir de 1991, le changement de calendrier des enquêtes investissement et l'incorporation du crédit bail dans la définition de l'investissement ont entraîné une rupture dans la nature du biais, qui fragilise son estimation sur moyenne période. La diffusion de résultats redressés du biais a ainsi été abandonnée à partir de l'enquête de janvier 1998.

*A contrario*, les révisions entre deux enquêtes successives semblent fournir une information particulièrement intéressante. Par exemple, la révision de +6 points entre l'enquête d'octobre 1999 et celle de janvier 2000 apparaît plus forte que la moyenne (4,4 points). Ceci est donc une information positive, concordante avec le dynamisme de la FBCF des entreprises au cours du premier trimestre de 2000 (+4,3 %). Autre exemple, la baisse du taux de croissance prévue entre les enquêtes d'octobre 1992 et de janvier 1993 renvoyait un signal très négatif sur les perspectives d'investissements des industriels. Ce signal fut confirmé *a posteriori* par la comptabilité nationale trimestrielle : la FBCF a effectivement reculé de 1,8 % au cours du premier trimestre de 1993.

Il est donc indispensable de considérer à la fois l'optimisme ou le pessimisme des anticipations des industriels ainsi que les révisions entre estimations successives.

## 3.2. - Les révisions individuelles des montants d'investissements

### 3.2.1. - Une information synthétisée sous la forme d'un indicateur robuste...

L'information portée par l'évolution du taux de croissance agrégé entre deux occurrences de l'enquête peut être bruitée par le caractère très hétérogène de l'investissement ou par la présence d'incohérences entre les réponses d'une même entreprise et d'erreurs sur les montants déclarés. En particulier, certaines révisions de taux de croissance sont davantage imputables à des modifications des montants relatifs à l'année antérieure qu'à des modifications concernant l'année d'intérêt. Il est donc nécessaire de construire un indicateur des révisions qui tienne compte de ces spécificités.

Ferrari (2006) propose un indicateur robuste construit à partir des données individuelles. Les principales caractéristiques de cet indicateur sont exposées ci-après.

### 3.2.1.1. Un indicateur de révision trimestriel, construit sur le champ de l'industrie manufacturière...

L'indicateur de révision a été construit sur le champ de l'industrie manufacturière, les secteurs de l'industrie agroalimentaire et de l'énergie restant relativement mal couverts jusqu'en 2003.

À chaque enquête sont mesurés le sens et l'amplitude des révisions individuelles d'anticipation d'investissements. L'année considérée est l'année la plus « avancée » possible : en octobre N-1, les entreprises sont interrogées pour la première fois sur leurs investissements de l'année N ; dès l'enquête de janvier N, il est ainsi possible de calculer la différence entre les montants déclarés en octobre N-1 et en janvier N (Cf. Tableau 9).

Cela permet de disposer de révisions trimestrielles, pour les occurrences de janvier, avril et octobre mais pas encore pour l'occurrence de juillet qui n'existe que depuis 2003. En attendant de disposer de suffisamment d'enquêtes pour cette occurrence et par souci de cohérence dans le temps, les révisions en octobre sont calculées non pas par rapport à l'enquête de juillet qui la précède mais par rapport à celle d'avril. Ceci permet de disposer de révisions trimestrielles pour les enquêtes de janvier et avril et d'une révision semestrielle pour l'enquête d'octobre.

**Tableau 9 :**  
Calendrier provisoire de calcul de l'indicateur relatif à l'année N

Enquêtes	k	Montants demandés	Indicateur calculé sur la différence sur le montant de l'année N...
Janvier N	1	Années N-2, N-1 et N	entre les enquêtes d'octobre N-1 et de janvier N
Avril N	2	Années N-2, N-1 et N	entre les enquêtes de janvier N et d'avril N
Octobre N	3	Années N-1, N et N+1	entre les enquêtes d'avril N et d'octobre N

### 3.2.1.2. ... à partir des informations microéconomiques

Les révisions individuelles de montant d'investissements sont rapportées à la taille de l'entreprise, mesurée par le dernier chiffre d'affaires connu<sup>12</sup> (noté  $CA_a^i$  pour l'entreprise  $i$  et l'année  $a$ ). En notant  $I_{a,k}^i$  le montant d'investissements déclaré par l'entreprise  $i$  lors de l'occurrence  $k$  de l'année  $a$ , l'indicateur individuel de révision  $d_{a,k}^i$  est donné par la formule ci-dessous :

$$d_{a,k}^i = \begin{cases} \frac{I_{a,k}^i - I_{a,k-1}^i}{CA_{a-1}^i} & \text{si } k \in \{2,3\} \\ \frac{I_{a,1}^i - I_{a-1,3}^i}{CA_{a-2}^i} & \text{si } k = 1 \end{cases}$$

Ces indicateurs individuels sont ensuite agrégés. Une moyenne pondérée se révèle décevante : sa corrélation avec le taux de croissance trimestriel de l'investissement est faible. Or, les indicateurs individuels de révision sont très volatils<sup>13</sup>. En effet, en présence de valeurs extrêmes, une telle agrégation est peu robuste puisque le retrait d'une observation peut potentiellement modifier la valeur de celle-ci. Une méthode d'agrégation robuste à ces valeurs extrêmes s'impose donc. Ferrari (2006)<sup>14</sup> propose la méthode des M-estimateurs qui correspond à une généralisation de la méthode des moindres carrés ordinaires : l'estimation du « centre » de la distribution se fait par minimisation d'une fonction de coût notée  $\rho$ , autre que la somme des carrés, appliquée aux résidus<sup>15</sup> :

$$\text{Pour tout } k \in \{1,2,3\}, \quad (\hat{I}_{a,k})_{a \in A} = \arg \min_{I_{a,k}} \sum_{i,a} \rho(d_{a,k}^i - I_{a,k})$$

où  $(\hat{I}_{a,k})$  représente les estimateurs pour les différentes années disponibles de l'occurrence  $k$ .

<sup>12</sup> Il s'agit des chiffres d'affaires de l'année N-1 (resp. N-2) pour les enquêtes d'avril à octobre de l'année N (resp. de janvier de l'année N).

<sup>13</sup> On dit également de ces séries qu'elles présentent une distribution « à queues épaisses ».

<sup>14</sup> Pour une présentation plus détaillée, le lecteur pourra se reporter à l'article de Ferrari (2006).

<sup>15</sup> Dans les faits, la méthode de calcul est un peu plus compliquée : les indicateurs sont calculés par strates et l'hétéroscédasticité des résidus est corrigée.

Les séries par occurrence sont centrées et réduites pour être comparables entre elles. Afin de construire l'indicateur trimestriel, les trois séries par occurrence sont ensuite agrégées en une seule série. Au final, les révisions moyennes lors de l'enquête de janvier N correspondent au premier trimestre de l'année N, celles d'avril au deuxième trimestre, celles d'octobre aux troisième et quatrième trimestres. En l'absence d'une série suffisamment longue à l'enquête de juillet, on affecte à ces enquêtes les indicateurs relatifs aux enquêtes d'octobre suivantes.

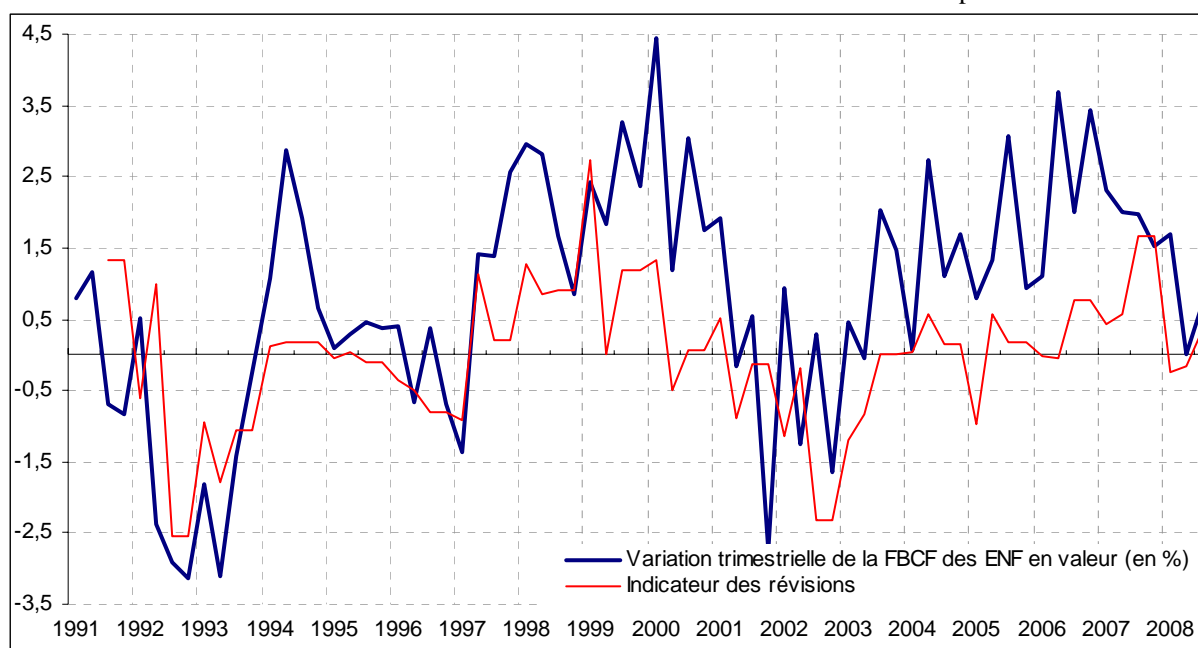
### 3.2.2. - ... utile pour le diagnostic conjoncturel de l'investissement

#### 3.2.2.1. Une corrélation nettement plus élevée

La corrélation entre les variations trimestrielles de la FBCF des ENF en valeur et les révisions entre deux enquêtes des taux de croissances annuels publiés est faible. Elle est de 0,21 sur la période s'étendant du troisième trimestre de 1991 au troisième trimestre de 2008. En effet, les révisions des taux de croissance sont pour partie dues à des modifications des montants d'investissementss relatifs à l'année antérieure et livrent donc un signal brouillé sur l'évolution de la FBCF de l'année d'intérêt.

Ce n'est pas le cas de l'indicateur de révisions qui est basé sur les montants d'investissementss de l'année d'intérêt (Cf. § 3.2.1). Ce dernier indicateur apparaît nettement plus performant ; sa corrélation avec la FBCF des ENF atteint 0,61 (Cf. Graphique 2).

**Graphique 2 :**  
Comparaison de la série des indicateurs de révision avec  
la série des taux de croissance trimestrielle de l'investissement des entreprises



**Source :** Comptabilité nationale, Enquête investissement, Insee.

Pour un trimestre donné, l'indicateur de révision est disponible au milieu de ce même trimestre. Il peut alors être utilisé pour prévoir les évolutions relatives à ce trimestre dans le cadre de la Note de conjoncture qui paraît à la fin du trimestre<sup>16</sup>.

<sup>16</sup> Ceci n'est toutefois pas vrai pour le troisième trimestre et les Points de conjoncture d'octobre. Mais, à terme, la prise en compte de l'occurrence de juillet permettra de construire un indicateur disponible mi-août, ce qui complètera la prévision pour le troisième trimestre de l'année en cours.

### 3.2.2.2. Des prévisions de qualité supérieure

L'indicateur des révisions de l'enquête investissement apporte une information très utile pour la prévision de l'investissement des entreprises. Comme en témoigne l'étalonnage ci-dessous reproduit, cet indicateur véhicule un net surcroît d'information pour la prévision des évolutions de l'investissement des entreprises, en volume (Cf. également Graphique 3) :

Estimation sur données trimestrielles du 1992 T2 au 2005 T4

$$FBCF^{ENF}_t = 0,34 + 0,45 FBCF^{ENF}_{t-2} + 0,61 \text{ Ind\_Révision}_t - 0,62 DP210_{t-2} + 0,32 ATUC_t$$

(Student)      (2,9)      (5,6)                      (4,8)                      (-5,8)                      (3,0)

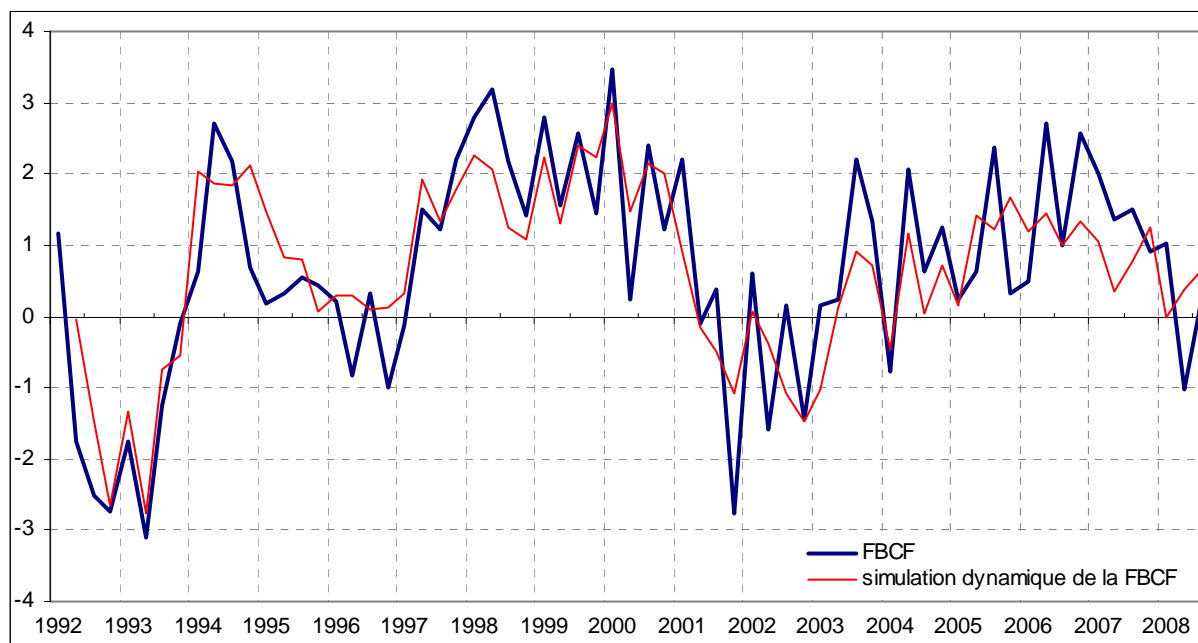
$$RMSE = 0,78$$

$$R^2 = 0,81$$

Avec :

- $FBCF^{ENF}_t$  : le taux de croissance trimestriel de la FBCF en volume des ENF relatif au trimestre t ;
- $\text{Ind\_Révision}_t$  : indicateur de révision relatif au trimestre t ;
- $DP210_{t-2}$  : différence semestrielle du taux d'intérêt réel relatif au trimestre t-2 ;
- $ATUC_t$  : accélération du taux d'utilisation des capacités de production relatif au trimestre t.

**Graphique 3 :**  
Prévision des variations trimestrielle de la FBCF des ENF en volume



**Source :** Enquête investissement, Insee.

Dans le passé, les prévisions du modèle captent correctement les points de retournement dans le cycle conjoncturel de l'investissement. Par exemple, la reprise amorcée à la fin de l'année 1993 est très bien reproduite par le modèle. De la même manière, la nette décélération des investissements au deuxième trimestre de 2001, marquant la sortie de la « bulle internet », est bien retracée par le modèle. Sur la période récente, l'indicateur de révision laissait attendre une croissance de 1 % de l'investissement au quatrième trimestre de 2007. Cette prévision est identique à la valeur des premiers résultats de la comptabilité nationale trimestrielle.

Alors que les outils de prévisions de la FBCF des ENF sont rares, il apparaît ainsi que l'enquête investissement véhicule une information conjoncturelle importante pour juger de l'évolution future de l'investissement des entreprises. Les résultats publiés sous forme de taux de croissance sont très utiles pour une approche qualitative mais présentent quelques faiblesses pour mettre en œuvre des outils quantitatifs de prévision à un rythme trimestriel. Celles-ci sont dépassées par l'indicateur de révision qui apporte une information pertinente pour la prévision des variations de l'investissement.



### 3.3. - Les autres informations apportées par l'enquête

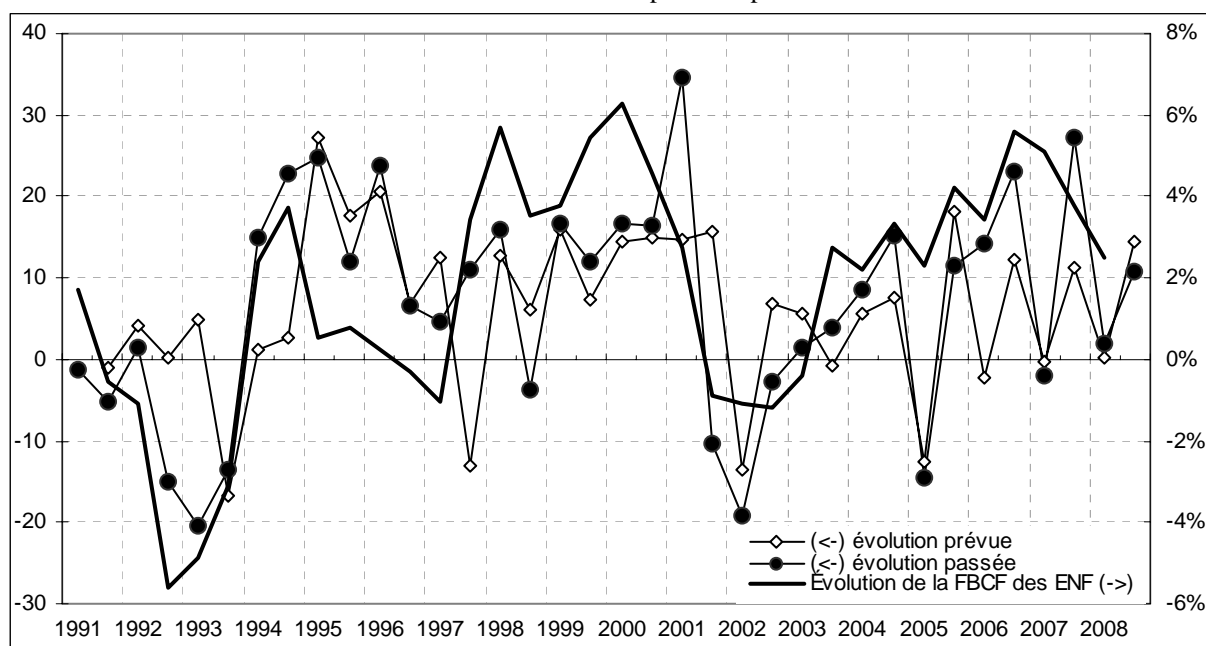
#### 3.3.1. - L'opinion sur l'évolution semestrielle des investissements

En complément du montant annuel des investissements au cours de trois années consécutives, les entreprises indiquent également leur opinion sur l'évolution semestrielle passée et prévue de leurs investissements. Depuis 2003, ces questions sont posées chaque trimestre. Auparavant, elles n'étaient posées que deux fois par an, en avril et octobre. L'entreprise doit choisir parmi trois modalités ( $\nearrow$ ,  $\Rightarrow$  ou  $\searrow$ ) celle qui décrit le mieux cette évolution.

L'information initiale peut être résumée sans perte significative par un solde d'opinion qui retient la différence algébrique entre les deux pourcentages concernant les opinions opposées (Cf. § 2.3.3.2). Une fois corrigé des variations saisonnières, ce solde se révèle représentatif des cycles économiques (Cf. Graphique 4).

Le solde d'opinion ne doit pas être interprété directement comme représentatif du taux de croissance de la grandeur à laquelle il se réfère. Le niveau du solde a peu de valeur en soi. Il n'informe qu'en référence aux soldes antérieurs ou à sa moyenne de longue période. En règle générale, l'information apportée par le solde est d'autant plus fiable que le pourcentage d'entreprises ayant répondu positivement (investissement en hausse) ou négativement (en baisse) est élevé.

**Graphique 4 :**  
Évolution semestrielle des investissements passés et prévus en avril et octobre



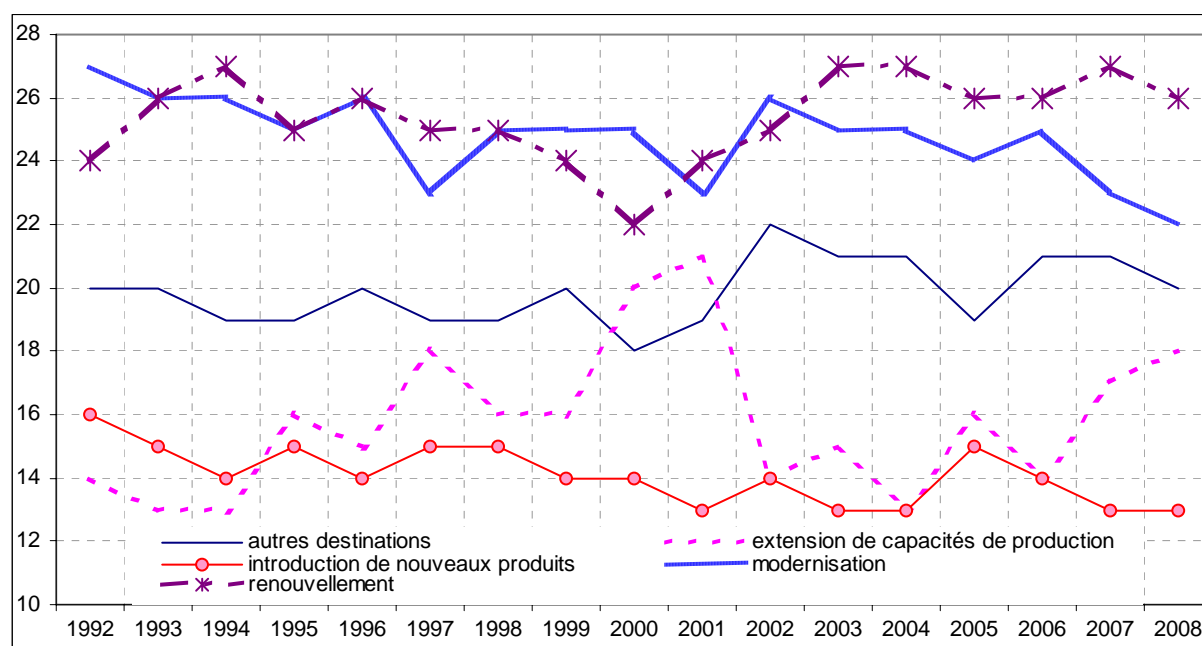
Source : Enquête investissement, Insee.

#### 3.3.2. - La destination des investissements

Pour une année donnée N, les entreprises sont interrogées quatre fois sur la destination de leurs investissements (Cf. partie 2). Elles fournissent une répartition chaque semestre à partir d'octobre de l'année précédente (prévision précoce) jusqu'en octobre de l'année suivante (réalisation).

La répartition des investissements selon leur destination évolue relativement peu d'une année sur l'autre (Cf. Graphique 5). La part des extensions de capacités de production sur produits existants apparaît logiquement corrélée avec la croissance globale des investissements. Après avoir fortement augmenté à la fin des années 1990 et au début des années 2000, elle a diminué brutalement en 2002.

**Graphique 5 :**  
La destination des investissements en avril de l'année considérée



Source : Enquête investissement, Insee.

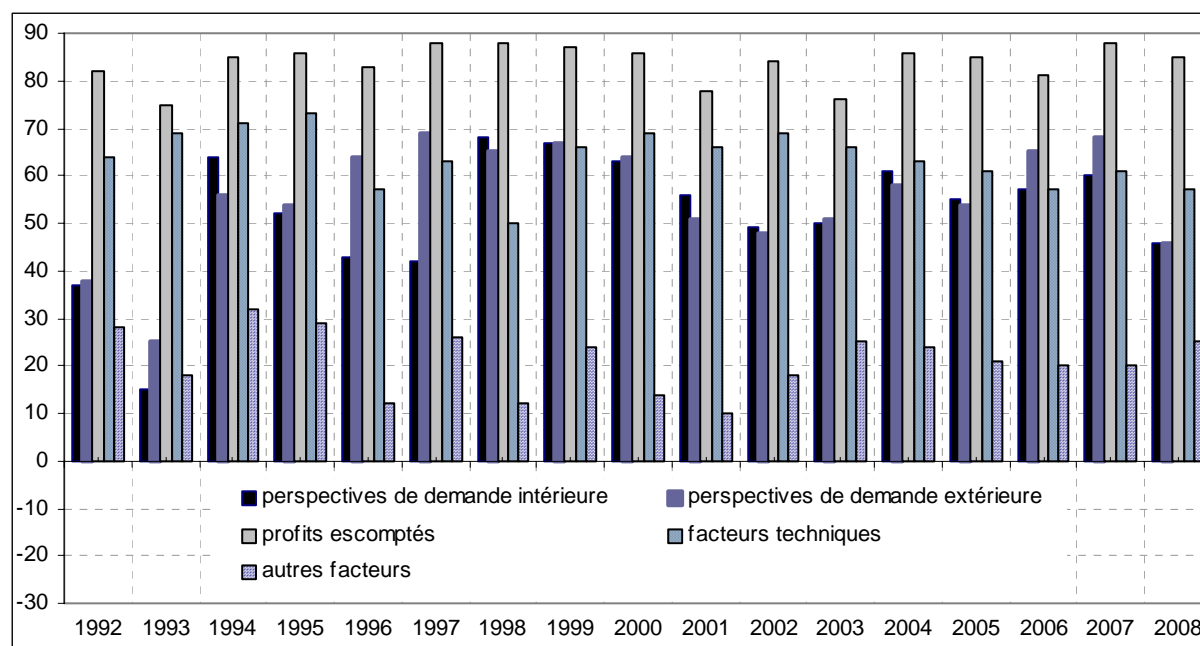
### 3.3.3. - Les facteurs de la décision d'investir

Pour une année donnée N, les entreprises sont interrogées deux fois sur leurs facteurs influençant la décision d'investir. Les entreprises choisissent sur une échelle à cinq niveaux de « très stimulant » à « très limitant » neuf facteurs influençant la décision d'investir, en octobre de l'année considérée (prévision) et en octobre de l'année suivante (réalisation).

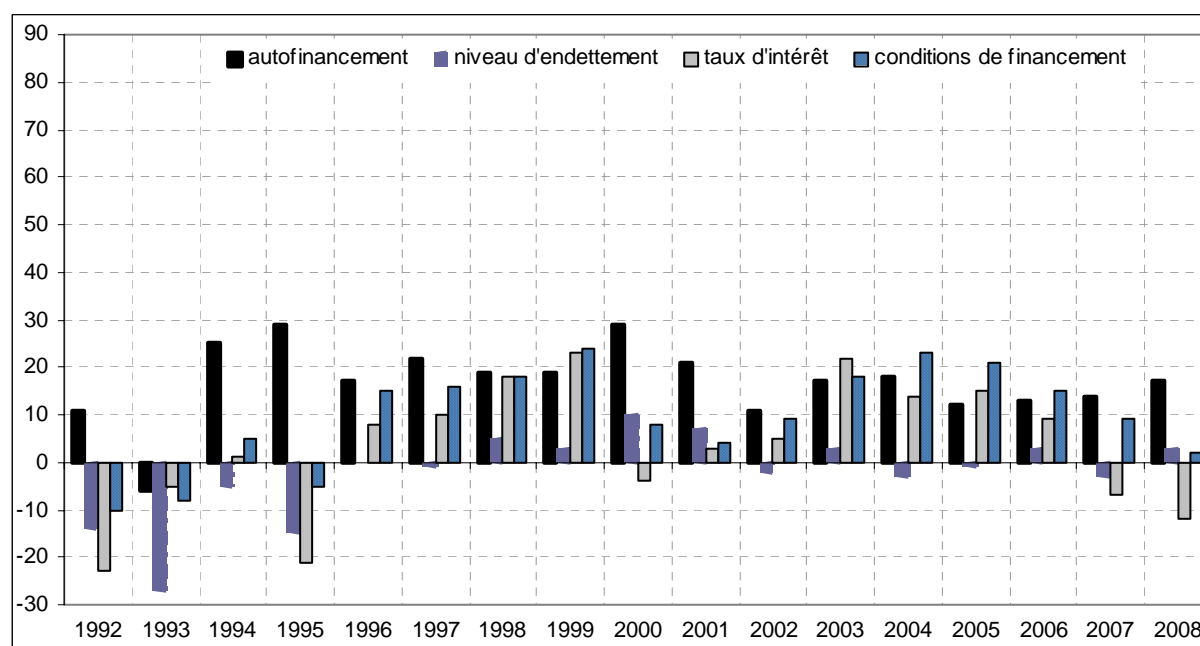
Ces questions qualitatives sont réduites à des soldes synthétiques pour chacun des facteurs. Sur moyenne période, la perspective de profits reste de loin le facteur le plus stimulant de la décision d'investir (Cf. Graphiques 6). Viennent ensuite, les facteurs techniques et les perspectives de demande intérieure et extérieure, qui prennent de plus en plus d'importance depuis la moitié des années 90. Les conditions de financement apparaissent moins décisives.

**Graphiques 6 :**  
Les facteurs de la décision d'investir en octobre de l'année considérée

Facteurs non financiers



Facteurs financiers



Source : Enquête investissement, Insee

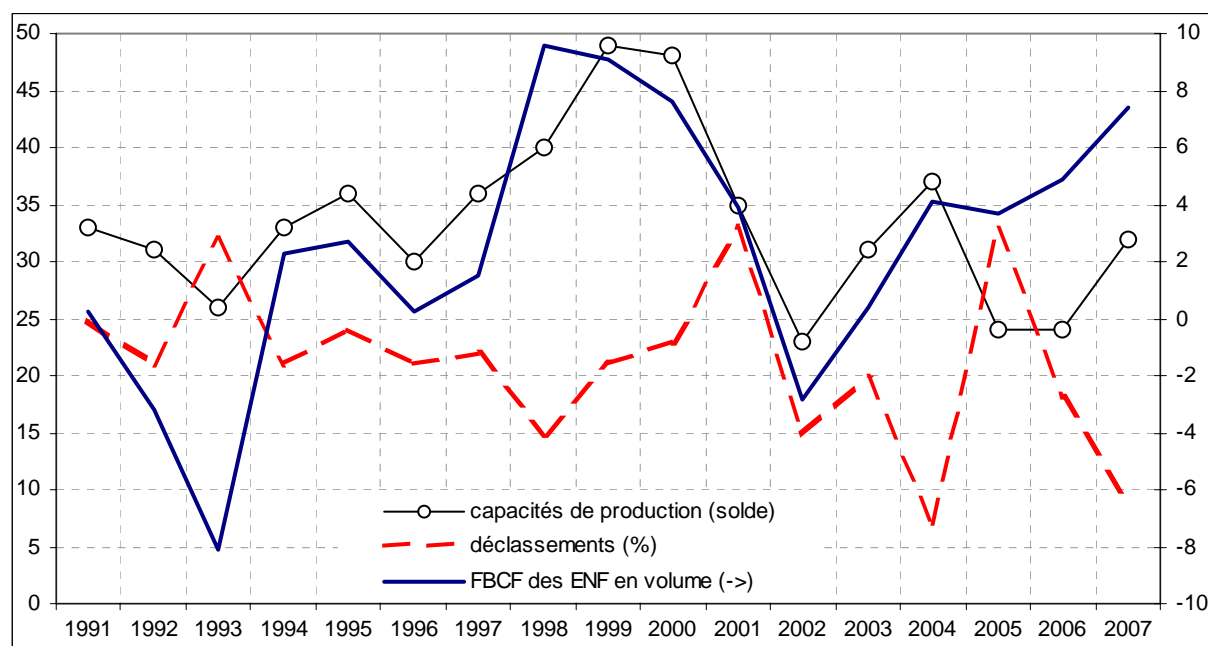
### 3.3.4. - Évolution de la capacité de production et déclassements

Pour une année donnée N, les entreprises sont interrogées deux fois sur l'évolution de leurs capacités de production et leurs intentions de déclassements : en avril de l'année en cours (prévision) et de l'année suivante (réalisation).

L'évolution de la capacité de production est résumée par un solde d'opinion. Pour les déclassements, l'indicateur retenu est la part des entreprises qui vont déclasser (Cf. Graphique 7).

Le solde d'opinion sur l'évolution de la capacité de production apparaît plutôt bien corrélé avec la croissance de la FBCF des entreprises.

**Graphique 7 :**  
Évolution des capacités de production et déclassements en avril de l'année suivante



Source : Enquête investissement, Insee.

### 3.4. - La diffusion des résultats de l'enquête

#### 3.4.1. - Informations Rapides

Vers le 15 du mois qui suit l'enquête, les principaux résultats font l'objet d'une publication dans la série *Informations Rapides* de l'Insee. Cette série est diffusée largement, notamment aux journalistes de la presse économique (Cf. Annexe 3 pour un exemple d'*Informations Rapides*).

#### 3.4.2. - Site internet : BDM et autres informations disponibles

Le site internet de l'Insee<sup>17</sup> constitue le support de diffusion privilégié de l'enquête investissement. Depuis la page d'accueil, en suivant le chemin « Thèmes », « Conjoncture » puis « Indicateurs de conjoncture », on accède notamment aux *Informations Rapides*, dont la dernière publication relative à l'enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie.

Les principaux résultats de l'enquête investissements sont mis à disposition dans la *Banque de Données Macro-économiques (BDM)*. La BDM constitue l'outil privilégié de mise à disposition du public des séries longues relatives à l'enquête.

Les séries sont disponibles pour les plus anciennes depuis 1973. Actuellement, 335 séries de l'enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie sont accessibles dans la BDM : 330 séries annuelles, 4 séries semestrielles et 1 série trimestrielle.

<sup>17</sup> <http://www.insee.fr/>

L'accès aux séries se fait à partir du site de l'Insee<sup>18</sup> en suivant l'un des trois menus :

- thème ► enquête de conjoncture ► investissements dans l'industrie
- organismes de production ► Insee ► Département de la conjoncture ► enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie (en NAF)
- appel direct des séries : il faut indiquer l'identifiant numérique correspondant à la série désirée<sup>19</sup>.

### **3.4.3. - Données transmises à la Commission européenne**

L'enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie de l'Insee fait partie du système harmonisé européen d'enquêtes de conjoncture. Les résultats sont transmis à la Commission, qui les diffuse dans ses publications au titre des informations relatives à la France. Ces résultats de l'enquête française sont également agrégés avec ceux des autres pays pour le calcul des chiffres de la zone euro et de l'Union à vingt-sept.

Le support de diffusion de la Commission européenne pour les enquêtes de conjoncture harmonisées s'intitule *European Economy: Business and Consumer Survey Results* (Économie européenne : Résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise et des consommateurs). Cette publication est disponible exclusivement en langue anglaise sur le site de la Commission.

Chaque mois, la Commission publie les principaux résultats des enquêtes de conjoncture des vingt-sept États membres de l'Union européenne, par pays et pour l'ensemble de l'Union européenne ainsi que pour la zone euro. Les lignes « France » correspondent aux résultats des enquêtes de conjoncture de l'Insee exprimés en nomenclature NACE.

Pour l'enquête investissement, seules deux occurrences de l'enquête trimestrielle sont recueillies par la Commission européenne, celles d'avril et d'octobre. La Commission diffuse ces résultats sur son site internet<sup>20</sup> à l'aide de quatre fichiers Excel :

- investment plans\_volume : taux d'évolution annuelle en volume des investissements en avril et novembre. La Commission calcule le déflateur des biens d'équipement. Le taux d'évolution en volume qui en découle n'est fourni que pour l'ensemble de l'industrie ;
- investment plans\_value : taux d'évolution annuelle en valeur des investissements en avril et novembre selon les regroupements spécifiques à la Commission, NACE pour l'activité et SIZ pour la taille (Cf. partie 1) ;
- investment structure : affectation en pourcentage des investissements (remplacement, extension, rationalisation, autres motifs) selon ces mêmes regroupements ;
- investment factors : part des différents facteurs dans la décision d'investir (demande, conditions financières, facteurs techniques, autres) selon ces regroupements.

### **3.4.4. - Alimentation du répertoire CITRUS**

CITRUS est un système d'information sur les restructurations d'entreprises. Il est alimenté par des sources légales (bulletin des annonces légales obligatoires, bulletin officiel des annonces civiles et commerciales) et des sources statistiques (enquêtes annuelles d'entreprise, enquête Produits, Charges et Actifs, SIRENE,...).

Chaque trimestre, la liste des entreprises qui signalent sur le questionnaire de l'enquête investissement une modification de leur structure (absorption, scission, autres... cadre commun, Cf. partie 1) est transmise au répertoire CITRUS.

---

<sup>18</sup> À l'adresse suivante <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/do/accueil/AccueilAppli>.

<sup>19</sup> Cf. annexe 4 pour la correspondance entre l'*Informations Rapides* et la BDM.

<sup>20</sup> [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/db\\_indicators/db\\_indicators8650\\_en.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/db_indicators8650_en.htm)